

49ème session du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies
Débat général sur Point 9
Délivrée par: Assa Traoré

Déclaration conjointe¹

Je me présente, je suis Assa Traoré, la sœur d'Adama Traoré. Mon petit frère a été tué le 19 juillet 2016, entre les mains des gendarmes. Mon frère a subi un plaquage ventral, mon frère a supporté le poids des gendarmes sur son corps, mon frère a dit à ces gendarmes "je n'arrive plus à respirer". Ça fait 5 ans qu'on se bat, qu'on continue à réclamer cette vérité, cette justice en France.

Nous sommes clairement dans un déni de justice ; nous sommes aujourd'hui dans une enquête qui est impartiale ; tous nos actes demandés par notre avocat Me Yassine Bouzrou ont été refusés. Nous avons des juges qui protègent clairement les gendarmes ; nous avons des expertises sorties, mandatées par la justice française, faites par des experts belges, qui disent clairement, noir sur blanc, que les gendarmes sont responsables de la mort d'Adama Traoré. Et aujourd'hui, nous n'avons toujours pas eu de mise en examen ; aujourd'hui nous dénonçons le caractère raciste dans la mort de mon petit frère Adama ce jour-là, qui ne représentait aucun danger.

Aujourd'hui, je dénonce aussi le harcèlement qui a sur ma personne, le harcèlement moral, le harcèlement judiciaire. Aujourd'hui, je suis à plus de quatre mises en examen parce que je dénonce ce système, ce système judiciaire, ce système raciste sous lequel mon frère est mort. J'ai été assise sur le banc des accusés face aux gendarmes qui ont tué mon petit frère parce que j'ai dénoncé, parce que j'ai dit qu'ils étaient responsables de la mort de mon frère.

Aujourd'hui, nous demandons, nous exigeons cette mise en examen ; nous demandons à ce que la France prenne ses responsabilités.

Aujourd'hui nous dénonçons ce système judiciaire qu'il y a systématiquement à chaque fois qu'il y a une personne issue de l'immigration meurt entre les mains des forces de l'ordre; cette protection systématique qui est mise en place. Aujourd'hui, nous dénonçons, nous revendiquons en tout cas le droit humain, que le droit humain soit respecté en France.

¹ Comité vérité et justice pour Adama et International Service for Human Rights.

ENGLISH

28 March 2022

49th session of the Human Rights Council of the United Nations
General debate on Item 9
Delivered: Assa Traoré

Joint declaration²

Let me introduce myself, I am Assa Traoré, the sister of Adama Traoré. My little brother was killed on July 19, 2016, in the hands of the gendarmes. My brother suffered a belly tackle, my brother bore the weight of the gendarmes on his body, my brother told these gendarmes "I can't breathe". We have been fighting for 5 years, we continue to demand this truth, this justice in France.

We are clearly in a denial of justice; we are today in an investigation that is impartial; all requests by our lawyer Yassine Bouzrou have been rejected. We have judges who are clearly protecting the gendarmes; we have expert reports, mandated by the French justice system, made by Belgian experts, which clearly state, that the gendarmes are responsible for the death of Adama Traoré. And today, we still have not had an indictment; today we denounce the racist nature of the death of my little brother Adama that day, who represented no danger.

Today, I also denounce the harassment against me, the moral harassment, the judicial harassment. Today, I have over four indictments because I denounce this system, this judicial system, this racist system under which my brother died. I sat in the dock in front of the gendarmes who killed my little brother because I denounced them, because I said that they were responsible for the death of my brother.

Today, we ask, we demand this indictment; we ask France to uphold its responsibilities.

Today we denounce this judicial system that systematically exists each time a person of immigrant origin dies in the hands of the police; this systematic protection that is put in place. Today, we denounce, we demand that human rights, are respected in France.

² Comité vérité et justice pour Adama and International Service for Human Rights.